



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 18 septembre 2006

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, juillet 2006	2
L'intérêt des investisseurs canadiens pour les titres étrangers s'est poursuivi en juillet, alors qu'ils en ont acquis pour une valeur de 6,3 milliards de dollars. Pendant ce temps, les achats de titres canadiens par des étrangers ont repris de la vigueur pour s'établir à 3,2 milliards de dollars.	
Étude : En concurrence pour le marché des médicaments, 2005	5
Étude : Importance du capital de savoir pour l'innovation dans les entreprises prospères, 1992 à 1998	6
Dépenses totales au chapitre de la recherche et du développement, perspectives 2006	7
Enquête mensuelle sur les grands détaillants, juillet 2006	8
Tuyaux et tubes en acier, juillet 2006	8

Nouveaux produits



Communiqués

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

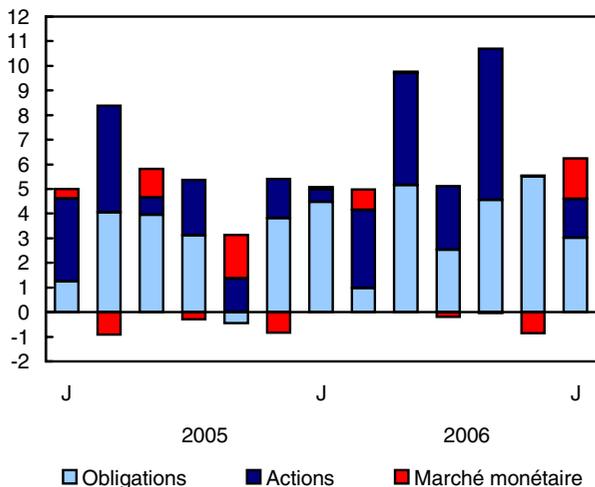
juillet 2006

L'intérêt des investisseurs canadiens pour les titres étrangers s'est poursuivi en juillet, alors qu'ils en ont acquis pour une valeur de 6,3 milliards de dollars. La moitié de ces titres était des obligations étrangères, tandis que l'autre moitié était constituée à parts égales d'actions étrangères et d'effets à court terme.

Après avoir marqué une courte pause en juin, les achats de titres canadiens par des étrangers ont repris de la vigueur, les investisseurs étrangers s'en procurant pour 3,2 milliards de dollars, principalement des obligations.

Investissements canadiens de portefeuille en valeurs mobilières étrangères

En milliards de dollars Signes renversés de la balance des paiements



Fortes acquisitions de titres d'emprunt étrangers

S'appuyant sur les acquisitions inégalées des deux premiers trimestres de l'année, les investisseurs canadiens ont poursuivi sur cette lancée en se procurant des obligations étrangères pour une valeur de 3,0 milliards de dollars en juillet.

Les obligations étrangères acquises en juillet ont été surtout composées d'obligations d'outre-mer, celles-ci s'élevant à 2,9 milliards de dollars. En revanche, les

Renseignements complémentaires concernant les marchés financiers

En juillet, les **taux d'intérêt** à court terme canadiens ont diminué de 17 points de base pour atteindre 4,15 %. Entre-temps, les taux américains ont poursuivi leur progression, augmentant de 16 points pour s'établir à 4,95 %. L'écart entre les deux pays a continué de monter pour se fixer à 0,80 %, soit son plus haut niveau en 10 ans, favorisant ainsi les investissements aux États-Unis.

Entre-temps, l'écart entre les taux à long terme canadiens et américains est demeuré stable à 0,66 %, les taux ayant accusé un repli dans les deux pays en juillet. Les taux canadiens ont reculé de 25 points de base pour s'établir à 4,38 %, tandis que les taux américains ont connu une diminution semblable de 21 points de base pour se fixer à 5,04 %.

En juillet, le **cours des actions** canadiennes a crû de 1,9 %, l'indice composé S&P/TSX clôturant le mois à 11 831,0. Le cours des actions américaines a aussi augmenté, l'indice composé Standard and Poor clôturant le mois à 1 276,7, en hausse de 0,5 % par rapport à juin.

Le **dollar canadien** a chuté de 1,22 cent US en juillet. Il a terminé le mois à 88,37 cents US par rapport au dollar américain.

Définitions

Les séries sur les opérations internationales en valeurs mobilières ont trait aux opérations de portefeuille en actions, en obligations et en instruments (ou effets) du marché monétaire tant pour les émissions canadiennes qu'étrangères.

Les **actions** comprennent les actions ordinaires et privilégiées ainsi que les bons de souscription.

Les **titres d'emprunt** comprennent les obligations et les instruments du marché monétaire.

Les **obligations** ont une échéance de plus d'une année.

Les **instruments du marché monétaire** ont une échéance d'une année ou moins.

achats d'obligations américaines ont ralenti de façon marquée, passant de 2,7 milliards de dollars en juin à seulement 151 millions de dollars en juillet.

Les investisseurs canadiens ont acheté en juillet pour une valeur de 1,7 milliard de dollars d'instruments du marché monétaire étranger, après en avoir vendu pour 864 millions de dollars le mois précédent. Il s'agit du niveau d'achats le plus élevé enregistré depuis novembre 2005. Ce montant a été réparti presque également entre des instruments du gouvernement américain, d'autres instruments américains et des instruments d'outre-mer.

Reprise des achats d'actions étrangères

Après avoir connu un bref repli en juin, lequel faisait suite à plusieurs mois consécutifs d'achats massifs

plus tôt cette année, les Canadiens ont recommencé à investir dans les actions étrangères. Ils en ont acheté pour une valeur de 1,6 milliard de dollars en juillet, les caisses de retraite canadiennes étant particulièrement actives à ce chapitre. Sur le plan géographique, les Canadiens se sont procuré respectivement pour 3,2 milliards de dollars et 1,8 milliard de dollars d'actions étrangères en provenance des États-Unis et des pays de l'Union européenne. Les ventes d'actions étrangères ont quant à elles été dirigées vers toutes les autres régions et se sont établies à 3,4 milliards de dollars.

Les nouvelles émissions d'obligations canadiennes à l'avant-scène

Les investisseurs étrangers ont ajouté à leurs portefeuilles des obligations canadiennes pour 4,0 milliards de dollars, soit le plus haut montant enregistré depuis novembre 2004.

Les achats en juillet ont surtout porté sur des obligations de sociétés et d'administrations publiques provinciales. Les investissements dans les obligations de l'administration publique fédérale et des entreprises fédérales ont ralenti pour atteindre moins d'un demi milliard de dollars.

Les investisseurs étrangers ont acheté en juillet des obligations canadiennes en circulation pour 884 millions de dollars, après en avoir vendu 1,3 milliard de dollars en juin. Toutefois, le principal investissement pour juillet provenait des nouvelles émissions nettes dont la valeur a atteint un niveau considérable de 2,8 milliards de dollars. Les provinces et les sociétés canadiennes ont mobilisé des capitaux en émettant des obligations surtout sur le marché américain.

À eux seuls, les investisseurs américains ont acheté pour une valeur de 8,0 milliards de dollars d'obligations canadiennes, ce qui représente le deuxième montant le plus élevé jamais enregistré. Ces achats ont plus que compensé des ventes de 6,0 milliards de dollars de la part d'investisseurs européens. Les investisseurs d'autres pays ont aussi acheté des obligations canadiennes pendant le mois. En juillet, les investissements ont porté surtout sur des obligations canadiennes libellées en dollars américains, l'augmentation de 1 milliard de dollars sous forme d'obligations libellées en dollars canadiens ayant été

effacée par une diminution semblable des obligations libellées dans d'autres devises.

Fortes ventes d'effets du marché monétaire canadien à la suite d'achats record

En juillet, les investisseurs étrangers ont vendu des effets du marché monétaire canadien pour 2,4 milliards de dollars, après avoir effectué des achats ayant atteint un sommet de 4,5 milliards de dollars le mois précédent. Il s'agissait de la plus forte vente d'instruments canadiens à court terme des cinq dernières années. Les trois quarts de ce désinvestissement ont été constitués d'instruments du marché monétaire émis par l'administration publique fédérale, c'est-à-dire les bons du Trésor et les instruments émis par des entreprises fédérales.

Ce revirement a surtout été imputable aux investisseurs américains qui se sont départis en juillet d'effets du marché monétaire canadien pour une valeur de 1,8 milliard de dollars, après avoir frôlé un sommet le mois précédent, ayant effectué des achats de 3,8 milliards de dollars. En juillet, l'écart entre les taux à court terme américains et canadiens a atteint son plus haut niveau observé en presque 10 ans, favorisant de nouveau l'investissement aux États-Unis.

La demande d'actions canadiennes demeure forte

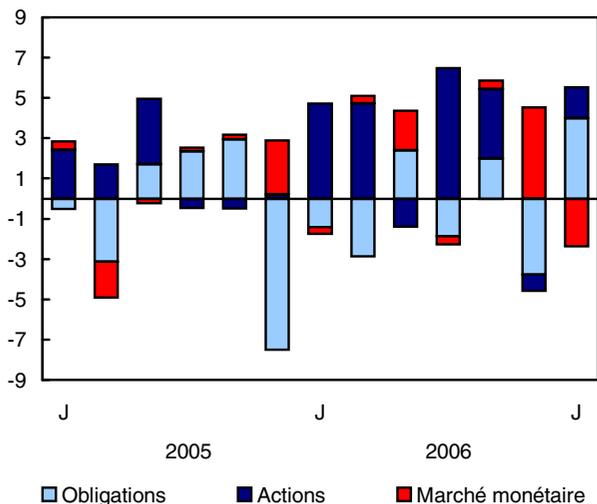
En juillet, les non-résidents ont acheté des actions canadiennes pour 1,6 milliard de dollars, la presque totalité de ces achats ayant été effectuée sous forme d'actions en circulation. Les actions des entreprises manufacturières et minières ainsi que des intermédiaires financiers ont été les plus en demande.

Depuis janvier 2006, les achats d'actions canadiennes demeurent élevés. Des achats importants ont été enregistrés au cours de cinq des sept derniers mois, ce qui représente 18,6 milliards de dollars jusqu'à présent en 2006.

Sur le plan géographique, les investisseurs américains et britanniques ont acheté des actions canadiennes pour des montants respectifs de 1,6 milliard de dollars et de 1,0 milliard de dollars, tandis que les investisseurs des autres pays se sont départis d'une partie de leurs avoirs.

Investissements étrangers de portefeuille en valeurs mobilières canadiennes

En milliards de dollars



Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0018 à 376-0029, 376-0042, 376-0058 et 376-0063.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1535.

Le numéro de juillet 2006 de la publication *Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières* (67-002-XIF, gratuite) paraîtra bientôt.

Les données d'août sur les opérations internationales du Canada en valeurs mobilières seront diffusées le 19 octobre.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-1855 (infobalance@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Éric Boulay au 613-951-1872, Division de la balance des paiements.

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

	Avril 2006	Mai 2006	Juin 2006	Juillet 2006	Janvier à juillet 2005	Janvier à juillet 2006
en millions de dollars						
Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes	4 192	5 861	-81	3 139	6 893	21 242
Obligations (nettes)	-1 871	1 979	-3 777	3 980	2 453	-1 594
Émissions en circulation	-821	2 622	-1 345	884	-1 223	2 896
Nouvelles émissions	1 283	1 692	3 886	4 243	20 209	19 548
Remboursements	-2 623	-2 663	-4 704	-1 432	-17 050	-23 511
Changement aux intérêts à payer ¹	290	328	-1 615	285	518	-527
Instruments du marché monétaire (nets)	-419	438	4 531	-2 400	-528	4 163
Gouvernement du Canada	-2 416	-449	3 419	-1 362	869	3 248
Autres	1 997	887	1 112	-1 038	-1 397	915
Actions (nettes)	6 481	3 445	-835	1 559	4 969	18 672
Émissions en circulation	6 288	2 722	-1 097	1 611	2 397	20 071
Autres transactions	193	723	262	-52	2 572	-1 399
Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères	-4 894	-10 654	-4 680	-6 251	-26 073	-46 296
Obligations (nettes)	-2 525	-4 554	-5 512	-3 007	-13 134	-26 211
Actions (nettes)	-2 587	-6 148	-31	-1 581	-11 712	-18 545
Instruments du marché monétaire (nets)	218	47	864	-1 664	-1 228	-1 540

1. Les intérêts courus moins les intérêts payés.

Note: Un signe négatif indique une sortie de capitaux du Canada, c'est-à-dire un retrait de l'investissement étranger au Canada ou encore une augmentation de l'investissement canadien à l'étranger.

Étude : En concurrence pour le marché des médicaments 2005

Bien qu'elles dominent toujours le marché des ventes au détail de médicaments, les pharmacies ont perdu des parts de marché au profit des magasins d'alimentation et de marchandises diverses entre 1998 et 2005, selon une nouvelle étude.

La part des pharmacies en ce qui a trait aux ventes de médicaments avec ou sans ordonnance a chuté pour passer de 84,0 % en 1998 à 76,9 % en 2005. Entre-temps, la proportion des ventes de médicaments dans les magasins d'alimentation de même que celle des magasins de marchandises diverses ont légèrement crû.

Les pharmacies comprennent les pharmacies, les magasins de cosmétiques, de produits de beauté et de parfums, les magasins de produits optiques et les magasins d'autres produits de santé et de soins personnels.

Les ventes de médicaments font référence aux ventes de médicaments avec ou sans ordonnance, de vitamines, de plantes médicinales et autres suppléments de santé.

Au Québec, toutes les pharmacies doivent être exploitées par un pharmacien-proprétaire. Par conséquent, contrairement aux autres provinces, les pharmacies québécoises localisées dans un magasin d'alimentation ou un magasin de marchandises diverses sont incluses uniquement dans le groupe de commerce des pharmacies. Dans les autres provinces, les ventes des pharmacies situées à l'intérieur d'un autre magasin sont comprises dans les ventes du magasin hôte. Cette situation entraîne une sous-estimation à l'échelle nationale des ventes de médicaments par les magasins d'alimentation ou de marchandises diverses.

En 2005, pour chaque tranche d'achat de 100,00 \$ pour des médicaments, les consommateurs ont déboursé 14,10 \$ dans les magasins d'alimentation, en hausse comparativement à 10,30 \$ en 1998. Dans les magasins de marchandises diverses, ils ont dépensé 9,00 \$ pour des médicaments en 2005, en hausse comparativement à 5,50 \$.

La croissance annuelle moyenne des ventes de médicaments a atteint 6,5 % dans les pharmacies au cours de cette période. Toutefois, il ne s'agit que de la moitié de la croissance de 13,8 % des ventes de médicaments des magasins d'alimentation et de marchandises diverses.

Les ventes de médicaments avec ou sans ordonnance ont connu une période d'essor au Canada au cours de la dernière décennie environ, poussée par une population de plus en plus âgée et par des millions de prescriptions rédigées par les médecins chaque année.

En 2005, les ventes de médicaments par les détaillants ont atteint plus de 20 milliards de dollars pour la première fois.

Cet essor des ventes de médicaments a été accompagné par un phénomène de plus en plus visible dans la vente au détail, c'est-à-dire, par l'implantation de points de vente pharmaceutiques dans les magasins d'alimentation et de marchandises diverses.

Dans l'article «Les détaillants en concurrence pour le marché des médicaments» publié aujourd'hui en ligne dans la série *Analyse en bref*, on examine ce phénomène de 1998 à 2005. L'analyse vise plus particulièrement la concurrence entre les pharmacies et les magasins d'alimentation et de marchandises diverses selon les données de l'Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail. La situation au Canada par rapport aux États-Unis est aussi examinée.

La hausse des ventes de médicaments a dépassé celle de l'ensemble des ventes dans le commerce de détail. Les ventes de médicaments ont progressé en moyenne à un taux de 7,9 % entre 1998 et 2005, alors qu'elles se sont accrues de 5,3 % pour l'ensemble des marchandises vendues au détail.

Aux États-Unis, la demande de médicaments avec ou sans ordonnance a crû à un rythme semblable à celui du Canada. Toutefois, contrairement à ce qui s'est passé au Canada, les pharmacies américaines ont conquis une proportion grandissante du marché des ventes d'articles de santé et de soins personnels pendant que les magasins d'alimentation et de marchandises diverses en perdaient.

L'accroissement des ventes de médicaments ne semble pas reposer uniquement sur la hausse du coût de ces derniers. La demande semble être majoritairement à l'origine de la croissance. En fait, le nombre d'ordonnances exécutées dans les pharmacies canadiennes, qui comprend les nouvelles prescriptions et les renouvellements, a connu une forte hausse au cours de la dernière décennie.

Par rapport aux ventes des autres produits, celles des médicaments ont pris de l'importance dans le commerce de détail.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2008.

L'article analytique «Les détaillants en concurrence pour le marché des médicaments» (11-621-MIF2006048, gratuit) est maintenant offert en ligne dans la série *Analyse en bref*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Guillaume Dubé au 613-951-1026, Division de la statistique du commerce. ■

Étude : Importance du capital de savoir pour l'innovation dans les entreprises prospères

1992 à 1998

Cette nouvelle étude, publiée dans le cadre de la série *L'économie canadienne en transition*, résume les résultats d'un programme de recherche de Statistique Canada portant sur le lien entre le capital de savoir et le rendement des entreprises.

Ce programme a été établi à la suite d'un ensemble d'études antérieures portant sur l'ampleur de la restructuration concurrentielle qui a lieu dans l'industrie canadienne. Ces études antérieures brossent un tableau dynamique du processus concurrentiel en attirant l'attention sur l'omniprésence de la croissance et du déclin dans de nombreuses industries.

Les travaux de recherche décrits dans cette nouvelle étude complètent ces études antérieures en liant les résultats sur le plan de la concurrence à l'adoption de stratégies d'innovation au sein de l'entreprise. Ils décrivent les résultats d'un ensemble d'enquêtes portant sur les stratégies et les activités qui caractérisent les entreprises à différentes étapes de ce processus de croissance et de déclin.

Même si l'investissement en capital physique, comme les machines, le matériel et les installations de production, est souvent considéré comme une caractéristique type des entreprises en croissance, toutes ces enquêtes soulignent l'importance pour une entreprise de se doter d'actif incorporel, le capital de savoir, c'est-à-dire les capacités organisationnelles associées au processus de croissance.

Dans les nouvelles petites entreprises, ce capital de savoir comprend souvent des compétences générales en affaires, soit les compétences de base liées à la gestion, aux finances et à la commercialisation dont les jeunes entreprises ont besoin pour survivre les premières années. Les nouvelles entreprises prospères déclarent accorder une grande importance à la «mise en place des éléments fondamentaux» dans une vaste gamme de domaines stratégiques.

En revanche, de nombreuses petites entreprises qui ont quitté le marché attribuent leur disparition à des lacunes sur le plan des compétences générales, notamment en gestion financière et générale.

Au fur et à mesure que les jeunes entreprises prennent de l'expansion et de la maturité, les compétences spécialisées liées à l'innovation et à la gestion de la technologie deviennent le capital de savoir de base. Les capacités d'innovation liées à la recherche et au développement (R-D) et à l'utilisation

de technologies de pointe sont souvent les facteurs qui permettent aux entreprises à forte croissance de se démarquer de celles à faible croissance.

Les capacités d'innovation permettent également de faire la distinction entre les entreprises plus et moins prospères selon des mesures plus complètes du rendement, comme les changements en ce qui concerne la productivité, la rentabilité et la part du marché.

Les entreprises se dotent de capacités d'innovation de pointe en développant du capital de savoir dans des domaines qui complètent leurs capacités de base liées à la R-D et aux technologies. Les entreprises innovatrices prospères élaborent, à l'appui de leurs stratégies d'innovation, un réseau de compétences complémentaires, y compris celles liées à la gestion des ressources humaines, à la commercialisation et à la production.

Ces études sur le capital de savoir portent également sur le lien entre l'innovation et l'environnement concurrentiel. Il y a un lien étroit entre l'innovation et la spécificité du marché, les entreprises innovatrices adoptant des stratégies différentes et menant des activités différentes dans des environnements concurrentiels différents. Ces études révèlent qu'il n'y a pas un seul chemin qui mène à l'innovation sur tous les marchés.

L'une des constatations de base de bon nombre de ces études est que l'innovation est le résultat d'un processus dynamique que sous-tendent divers facteurs. Les entreprises innovatrices investissent beaucoup dans leurs capacités d'innovation, mettant souvent l'accent sur une gamme de compétences complémentaires en affaires.

Le document de recherche «Capacités d'innovation : le capital de savoir, gage de survie et de croissance des entreprises» faisant partie de la série *L'économie canadienne en transition* (11-622-MIF2006013, gratuit) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

D'autres études portant sur l'innovation, les stratégies des entreprises et la concurrence industrielle peuvent être consultées gratuitement dans la série analytique *Mise à jour sur l'analyse économique* (11-623-XIF, gratuite) à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec John R. Baldwin au 613-951-8588, Division de l'analyse microéconomique. ■

Dépenses totales au chapitre de la recherche et du développement

Perspectives 2006

Selon les estimations provisoires, les dépenses totales au chapitre de la recherche et du développement (R-D) au Canada devraient augmenter à un rythme modéré encore cette année.

Les dépenses en R-D devraient atteindre 28,4 milliards de dollars en 2006, en hausse de 4,4 % par rapport aux 27,2 milliards de dollars enregistrés en 2005.

Même si cette hausse est légèrement inférieure à celle de 4,5 % enregistrée en 2005, elle est nettement supérieure au taux de croissance anémique de 1,6 % enregistré en 2002.

Comme c'est le cas depuis 2004, les augmentations des dépenses au chapitre de la R-D dans le secteur de l'enseignement supérieur continuent de représenter une proportion importante de la croissance globale de 1,2 milliard de dollars.

Les dépenses en R-D des établissements d'enseignement supérieur devraient croître de 10 %, ce qui constitue 84 % de la croissance totale estimée. Les dépenses en R-D des entreprises commerciales ne devraient représenter que 16 % de la progression totale.

La valeur de la R-D exécutée par l'administration fédérale devrait diminuer, passant de 2,2 milliards de dollars à environ 2,1 milliards de dollars.

En 2006, l'administration fédérale devrait être le deuxième bailleur de fonds en importance de la R-D (après les entreprises commerciales), représentant un peu plus de 18 % du financement de la R-D. Les entreprises commerciales devraient être à l'origine de 47 % du financement total.

Les chiffres relatifs à la répartition provinciale des dépenses en R-D sont offerts jusqu'en 2004.

Cette année-là, trois provinces ont enregistré des progressions majeures de leurs dépenses en R-D : le Manitoba (+14,1 %), l'Alberta (+12,1 %) et la Colombie-Britannique (+11,9 %). Ces hausses ont été principalement attribuables à une croissance substantielle de la R-D exécutée par les entreprises commerciales de ces provinces.

En 2004, les entreprises commerciales ont été à l'origine de plus de 50 % de la R-D exécutée au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique. Par ailleurs, l'exécution de la R-D dans les provinces de l'Atlantique, au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta a été principalement attribuable aux universités de ces provinces.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 4201, 4204, 4208, 4209, 4210, 4212 et 5109.

Le bulletin de service *Statistique des sciences* : «Dépenses totales au titre de la recherche et du développement au Canada, 1990 à 2006, et dans les provinces, 1990 à 2004», vol. 30, n° 7 (88-001-XIF, gratuit) est maintenant offert. Le document de travail «Estimations des dépenses canadiennes au titre de la recherche et du développement (DIRD), Canada, 1995 à 2006, et selon la province, 1995 à 2004» (88F0006XIF2006009, gratuit) est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Janet Thompson au 613-951-2580 (janet.thompson@statcan.ca) ou avec Louise Earl au 613-951-2880 (louise.earl@statcan.ca), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique. ■

Enquête mensuelle sur les grands détaillants

Juillet 2006

Il est maintenant possible de consulter les données de juillet pour l'Enquête mensuelle sur les grands détaillants.

Données stockées dans CANSIM : tableau 080-0009.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5027.

Il est possible de consulter un tableau de données à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web.

Les données d'août pour le groupe des grands détaillants seront diffusées le 23 octobre.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-3549 ou composez sans frais le 1-877-421-3067 (detaillantsinfo@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Serge Grenier au 613-951-3566, Division de la statistique du commerce. ■

Tuyaux et tubes en acier

Juillet 2006

Il est maintenant possible de consulter les données de juillet sur la production et les livraisons de tuyaux et de tubes en acier.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0046.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2105.

Le numéro de juillet 2006 de la publication *Acier, produits tubulaires et fil d'acier* (41-019-XIF, gratuite) paraîtra sous peu.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (manufact@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

Analyse en bref : «Les détaillants en concurrence pour le marché des médicaments», n° 48
Numéro au catalogue : 11-621-MIF2006048
(gratuit).

L'économie canadienne en transition : «Capacités d'innovation : le capital de savoir, gage de survie et de croissance des entreprises», n° 13
Numéro au catalogue : 11-622-MIF2006013
(gratuit).

Ventes de véhicules automobiles neufs, juillet 2006,
vol. 78, n° 7
Numéro au catalogue : 63-007-XIF
(gratuit).

Balance des paiements internationaux du Canada,
deuxième trimestre de 2006, vol. 54, n° 2
Numéro au catalogue : 67-001-XIF
(gratuit).

Bilan des investissements internationaux du Canada,
deuxième trimestre de 2006, vol. 4, n° 2
Numéro au catalogue : 67-202-XIF
(gratuit).

Statistique des sciences, vol. 30, n° 7
Numéro au catalogue : 88-001-XIF
(gratuit).

Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique - Documents de travail : «Estimations des dépenses canadiennes au titre de la recherche et du développement, Canada, 1995 à 2006, et selon la province, 1995 à 2004», vol. 2006, n° 9
Numéro au catalogue : 88F0006XIF2006009
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1 877 287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1 877 591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-010-150-00000001



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail sans les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les équipements à court terme 10
- Aides en termes positifs, septembre terminant le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.